



LUTTE Ils s'appellent **Nadine Hourmant, Édouard Martin, Xavier Mathieu, Muriel Pernin**. Leur vie a basculé le jour où leur usine a fermé. Au lieu d'accepter docilement leur sort, ils sont montés en première ligne pour défendre leurs emplois, sous l'œil des caméras. Mais maintenant que les médias et les emplois ne sont plus là, que leur reste-t-il?

PAR SANDRA FRANRENET ET JEAN-MARIE GODARD / PHOTOS: RENAUD BOUCHEZ POUR SOCIETY

Destins rebelles



Xavier Mathieu en mars 2009, devant les employés de Continental, lors d'une manifestation à Paris.

Bienvenue chez les Balkany!" Chaussé d'improbables pantoufles bleues, Xavier Mathieu goûte particulièrement l'ironie de la situation. Celle qui l'a mené, lui, la figure de proue des "Conti", à une installation éphémère dans le chic de Levallois-Perret. "Dans un mois, j'suis au RSA", attaque celui que la France a découvert un soir d'avril 2009 au journal de 20h, après le saccage de la sous-préfecture de Compiègne consécutif à la fermeture de l'usine de pneus Continental de Clairoux. "Enfin, ça fait trois mois que je dis ça parce que, à chaque fois, un cachet prolonge in extremis mes droits au chômage mais en théorie, dans un mois, j'suis au RSA." En attendant, il est installé dans le fauteuil du salon d'un "appartement que la meuf d'un copain [lui] prête gentiment". La raison de la présence de Xavier Mathieu en région parisienne est professionnelle: il joue actuellement au théâtre, à Colombes, dans une pièce d'Audrey Vernon. Avant cela, il était à Cannes, pour son rôle dans le film de Stéphane Brizé, *La Loi du marché*. Xavier Mathieu n'avait jamais pensé devenir acteur. C'est plutôt le métier qui est venu à lui. En septembre 2009, sur le plateau de *Mots croisés*, l'ancien délégué syndical CGT tient tête à Frédéric Lefebvre, alors secrétaire national de l'UMP chargé de l'économie, qui parle de "syndicalistes voyous" au sujet de Compiègne: "Vous avez cassé, monsieur." En face, Mathieu ne se laisse pas faire: "Ne me regardez pas avec votre air méprisant! Ça ne m'impressionne pas du tout." Il trépigne, ne reprend presque pas son souffle, les mots se bousculent, s'enchaînent, le ton monte. On l'imagine debout sur une caisse, un bidon, une plate-forme, le mégaphone à la main. Il fait mouche. "Le lendemain, un mec m'a appelé parce qu'il me voulait dans son film pour un rôle de syndicaliste, se rappelle-t-il. J'ai refusé. Plusieurs fois. Jusqu'au jour où, lors d'un repas familial, je dis qu'un certain Cédric Klapisch -je ne savais pas qui c'était- n'arrête pas de m'appeler pour me faire jouer dans son film. Ma petite sœur m'a regardé avec des yeux ronds et m'a dit: 'Klapisch? Si tu refuses, je ne t'adresserai plus jamais la parole!'" Le film, c'est *Ma part du gâteau*, sorti en mars 2011. Quatre ans plus tard, Xavier Mathieu a donc remis ça. Encore un rôle de syndicaliste. Quatre minutes dans *La Loi du marché*, qui, après avoir séduit Cannes, a cartonné en salle. Et raconte une histoire proche de son vécu. "T'as un conflit social, des caméras sur ton conflit. Puis, tout à coup, tu es au chômage et les caméras s'en vont. La Loi du marché commence là, quand les caméras s'éteignent, théorise-t-il. Le parcours à Pôle emploi, les tentatives d'humiliation. Il y a encore 500 'Conti' (pour Continental, ndlr) à Pôle emploi qui se tapent le rôle de Thierry dans *La Loi du marché*: accepter des boulots avec la moitié de salaire en moins." Pourquoi

“Nous n’avons pas réussi à pérenniser l’activité de l’usine. Ne pas réussir, c’est échouer” Muriel Pernin

lui s’en est mieux sorti que ses camarades et a été projeté sur le devant de la scène? Xavier Mathieu, boucher de formation, a le triomphe modeste: *“L’inconscience, sûrement. Je suis assez fou pour faire des choses sans réfléchir. Et sans doute aussi la colère. Le premier jour, lorsque l’usine a fermé, on a jeté des œufs dans la gueule du directeur. Moi, j’suis monté sur la tribune et j’ai dit aux gars: ‘Faut y aller!’ Les médias étaient là, ils m’ont vu, ils se sont dit que j’étais un bon client, une grande gueule qui dit des gros mots. Ils ne voulaient pas du pleurnichard. Quelque part, ils m’ont fabriqué. Ils m’ont donné confiance en moi aussi, et les choses se sont enchaînées.”*

“Sans moi, elles auraient été au chômage”

D’autres ont suivi la même voie que lui, “révélés” lors de conflits sociaux. C’est le cas de Nadine Hourmant, en Bretagne, devenue une figure de proue de la lutte des employés du groupe volailler Doux, qui a déposé le bilan en 2012. Ou de Muriel Pernin, en Haute-Loire, apparue dans les médias en 2013, quand elle a décidé de reprendre la dernière usine Lejaby, fabricant français de lingerie

féminine, pour la transformer en coopérative, Les Atelières. Ou encore d’Édouard Martin, en Lorraine, qui a pris la tête de la lutte contre la fermeture des hauts-fourneaux de Florange en 2009. À l’instar de l’ancien “Conti”, aucun d’entre eux ne sait précisément répondre à la question “pourquoi moi?”. Qu’ils aient été patron ou ouvrier, rien ne les prédisposait à voir leur patronyme couché sur le même papier. Mais chacun d’eux s’est retrouvé un temps en première ligne d’une guerre qui ne dit pas son nom: celle de l’emploi. *“C’est ça qui m’a motivé, parce que c’est le défi de notre société. Vous ouvrez le journal: chaque matin, on annonce des suppressions: 500 ici, 1 000 là, 5 000 ailleurs. On va faire quoi? Travailler sur*

quoi dans notre pays? On va tous être dans la grande distribution ou dans le service et le tourisme pour les étrangers? Je l’ai dit au tribunal de commerce: la précarité de l’emploi, c’est la précarité républicaine. On ne peut pas continuer comme ça, on doit se ressaisir!” martèle Muriel Pernin. Les cheveux domptés par un grand foulard émeraude noué en œuf de Pâques au dessus du front, cette ancienne journaliste reconvertie dans la communication refuse de céder à la résignation. Pourtant, il y aurait de quoi. Sa coopérative a été placée en liquidation judiciaire en février dernier. Le brouhaha

des machines à coudre qui assemblaient des pièces de lingerie fine n’est plus qu’un triste souvenir dans sa mémoire. *“Nous n’avons pas réussi à pérenniser l’activité de l’usine. Ne pas réussir, c’est échouer”,* résume-t-elle. Avant d’enchaîner, positive: *“Mais j’ai fait travailler 32 personnes pendant 25 mois. Sans moi, elles auraient été au chômage. Je ne pensais pas que je tiendrais 25 mois comme ça. Soutenir le personnel, trouver des idées, voir qu’on n’y arrive pas, ne jamais se laisser démoraliser, mettre les banques devant leurs responsabilités.”* Le regard dissimulé derrière une paire de lunettes hexagonales, elle fixe en même temps qu’elle parle le commissaire-priseur, occupé à vendre le matériel dans l’ancien atelier au fond d’une arrière-cour. *“160 euros ici. 200 là-bas. 200 euros? Une fois? Deux fois? Trois fois. Adjugé.”* Vif comme un couperet, le bruit sec du marteau rappelle à Muriel l’épilogue tragique du combat qu’elle a mené avec ses couturières. *“Si c’était à refaire, je recommencerais, mais je changerais tout, affirme-t-elle, avant de s’interrompre subitement: Vous m’excusez un instant?”* Sans attendre de réponse, elle s’éloigne serrer quelques mains compatissantes et reconforter d’anciennes employées venues assister aux enchères. Muriel Pernin a repris à plein temps les rênes de son agence de communication. De la lutte et de sa médiatisation, elle dit que *“l’histoire a intéressé les médias parce qu’il y avait un relief humain. Le regard des autres change car les gens vous voient à la télé et vous reconnaissent dans la rue. Mais ce n’était pas une stratégie de com”* packagée, encore moins une fin destinée à nourrir mon ego. *La passionaria de la petite culotte, très peu pour moi.”* Elle raconte aussi s’être découvert des affinités avec l’autre côté du miroir, celui occupé par les syndicalistes “cramés”. *“Il y a des gens qui incarnent quelque chose et qui se battent, pas seulement parce qu’ils sont syndicalistes mais parce qu’ils ont eux aussi la pensée de l’emploi”,* dit-elle, avant de citer en exemple Édouard Martin, qu’elle a croisé sur un plateau de télévision.

En veste, la chemise rentrée dans un jean impeccable, ce dernier reçoit désormais dans un bureau aseptisé: le Parlement européen. Naviguant entre Strasbourg et Bruxelles, l’ancien sidérurgiste et délégué CFDT de l’usine Arcelor-Mittal de Florange a opéré un virage à 360°. Élu député européen l’an dernier sous les couleurs du Parti socialiste, Édouard Martin présentait le 20 mai dernier son rapport sur la défense de la sidérurgie en Europe. *“C’est un peu le prolongement à l’échelle européenne du combat de Florange”,* témoigne celui qui, sous l’objectif des caméras, a mené la lutte contre la fermeture des deux derniers hauts-fourneaux de la vallée de la Fensch, entre 2011 et 2013. Un paquet de cigarettes blondes à portée de main, il dit avoir un peu ralenti la consommation de tabac. Le combat syndical,

Muriel Pernin à Villeurbanne, en 2015 et, en bas, en 2014. On notera une légère inflexion dans la position des bras.





Édouard Martin à Paris en mars 2012, lors d'une manifestation avec les salariés d'ArcelorMittal...

“Ma compagne a vécu une grossesse et élevé notre fille quasiment seule. Je n’en suis pas fier du tout. S’il n’y avait pas eu tout ça, on serait peut-être encore ensemble” Édouard Martin



...Et aujourd'hui au Parlement européen. Une ambiance plus feutrée.



Xavier Mathieu aujourd'hui, au théâtre des Amandiers, à Nanterre.

il s'en souvient comme d'une "espèce de tourbillon dans lequel vous êtes aspiré, famille incluse". Sa lutte avait débuté en pleine campagne pour l'élection présidentielle de 2012. À cette époque, Florange était la région symbole de la crise sidérurgique et plus largement de la lutte pour l'industrie et l'emploi en France. "Hollande, Sarkozy... Ils défilaient à tour de rôle parce que ça avait de la gueule de venir se faire photographier en serrant des mains de salariés en grève." Le syndicaliste, lui, n'en a cure. Tout ce qui l'intéresse, c'est de se battre pour défendre l'emploi, tant pis si cela l'oblige à prendre régulièrement le micro en assemblée générale, marcher de la Lorraine à Paris en compagnie de quelques dizaines de collègues avec, à l'arrivée, un concert de soutien de Bernard Lavilliers ou encore camper sous les fenêtres d'Arnaud Montebourg à Bercy au milieu du bras de fer perdu pour la "nationalisation temporaire" des hauts-fourneaux de Florange. "Ça a été très dur. Vous êtes dans un tel état de stress. Vous avez la pression des collègues, de la direction, des politiques, de la police parce qu'on était sans arrêt surveillés. Et la pression de la famille, car quoi qu'on en dise, la famille s'inquiète. Vous passez le peu de temps qu'il vous reste à cogiter, à ne plus trouver le sommeil, à fumer clope sur clope, boire café sur café. Pendant deux ans, ma vie ne m'appartenait plus. Il m'est arrivé de ne pas rentrer chez moi de toute la semaine. Et lorsque j'y étais, j'étais là physiquement mais ma tête était ailleurs", raconte-t-il aujourd'hui. La politique, il y est arrivé un peu par hasard. C'est Jean-Marc Todeschini, sénateur socialiste de Moselle et actuel secrétaire d'État aux Anciens Combattants, qui lui a proposé de conduire la liste aux Européennes. Proposition

"Je suis monté sur la tribune. Les médias étaient là, ils se sont dit que j'étais un bon client, la grande gueule qui dit des gros mots. Ils ne voulaient pas du pleurnichard. Quelque part, ils m'ont fabriqué"

Xavier Mathieu

qu'Édouard Martin dit avoir plusieurs fois refusée, "jusqu'à ce que mes collègues m'y poussent. Pour une fois qu'un ouvrier pouvait être élu." "J'ai toujours voté socialiste mais je n'ai jamais eu ma carte", précise-t-il. Édouard Martin se définit aujourd'hui comme "un élu de la société civile, pas un professionnel de la politique". "Et ça j'y tiens. Je n'ai pas changé ma manière de vivre, pas changé d'adresse ; mes copains, je les vois toujours." Quant à l'avenir, "on verra". "Mon mandat se termine en juin 2019. Et je ne compte pas faire carrière dans la politique. Ici, c'est pas la vraie vie", dit-il avant d'ironiser sur "ceux qui se la pètent avec des cartes de visite longues comme un TGV".

"Cette usine, c'était plus que notre vie"

Le point commun de ces récits croisés, c'est aussi cette sensibilité à fleur de peau, presque palpable. Ces phrases suspendues tandis que le regard se voile, que la main vient masquer le visage quelques instants, que le silence s'installe et que le temps se fige à l'évocation de certains souvenirs, de nuits de doute, de brutal sentiment de solitude. Cette certitude aussi que l'avenir professionnel est foutu. Ces vies de famille bouleversées, qui n'ont pas toujours résisté à la bataille. "Avec ma compagne, on n'est plus ensemble, concède Édouard Martin. Pas à cause du conflit, mais ça n'a pas aidé. Elle en a bavé. Elle a vécu une grossesse quasiment seule et élevé notre fille presque toute seule durant ses premiers mois. Je n'en suis pas fier du tout. S'il n'y avait pas eu tout ça, on serait peut-être encore ensemble. C'est parti en vrille lorsque je me suis engagé en politique", termine-t-il en baissant la voix. Il raconte aussi comment sa notoriété a pu nuire à son fils de 25 ans, en recherche

d'emploi: lors d'un entretien d'embauche, un employeur potentiel a demandé au jeune homme s'il avait un lien de parenté avec le syndicaliste de Florange. "Il a répondu: 'Oui, c'est mon père', et il n'a pas eu le poste. Je ne sais pas si c'est à cause de ça. Mais je lui ai dit que la prochaine fois, il faudrait répondre non. Des Martin, il y en a plein." Nadine Hourmant, déléguée centrale syndicale FO chez le volailler Doux à Châteaulin dans le Finistère, a aussi dû mettre sa vie de famille entre parenthèses durant le conflit. Rebaptisée "maman courant d'air", elle se souvient que "quand les filles allaient à l'école, on leur disait: 'On a vu ta mère à la télé, on a entendu ta mère à la radio.' Ce n'était pas des remarques désagréables mais c'est vrai que parfois, ça les fatiguait." Malgré tout, aucun d'eux ne regrette cet engagement vécu davantage comme une "expérience" initiatique à positiver que comme une épreuve. "On savait qu'on avait raison, on savait que cette usine, c'était plus que notre vie. Notre région a vu ses usines fermer les unes après les autres. Nous, on a vu les dégâts que ça provoquait. Dans les années 80, 90, c'était l'endroit de France où il y avait le plus de divorces, d'alcoolisme. On s'est battus pour l'intérêt collectif, une région, un pays. Ça a été le combat de toute une vallée, des milliers de personnes qui étaient persuadées que si cette usine fermait, c'était la mort sociale de la vallée", souligne ainsi Édouard Martin. Nadine Hourmant a également tiré du positif de son combat, alors que l'entreprise était en redressement judiciaire avec des centaines de suppressions de postes à la clé. "Je me suis découvert une force psychologique insoupçonnée. De toute manière, on n'a pas le choix." À l'instar de ses homologues masculins, Xavier et Édouard, cette quinquagénaire qui rappelle à qui veut l'entendre qu'elle n'est "pas née un samedi soir après les crêpes" a pris la parole devant les élus, médias et assemblées générales, interpellé les politiques sur le plateau de *Des Paroles et des actes* et participé aux manifestations très agitées des Bonnets rouges bretons. Et elle est la seule des trois ouvriers rencontrés à avoir encore un emploi dans la même entreprise, où elle travaille depuis 25 ans. Son employeur a "su faire la part des choses", dit-elle. Même si elle pense qu'un "bon syndicaliste perdra finalement tout car quoi qu'il fasse, il y aura toujours des dégâts". Xavier Mathieu, qui a pourtant tant de fantômes prêts à lui pourrir la vie, comme ces deux copains qui se sont suicidés durant la phase aiguë du conflit dont il a été le porteur plus de quatre mois durant, parle, lui, carrément de son combat syndical comme d'une "naissance": "Je suis hyperfier de ne pas avoir baissé la tête. Conti, c'est un des plus beaux combats de ma vie après la naissance de mes enfants. Une de mes plus belles émotions." Il précise une dernière fois: "Presque aussi intense qu'une histoire d'amour." ● TOUS PROPOS

RECUEILLIS PAR SF & JMG